

Ökumenisches Netz Zentralafrika (ÖNZ)
Schöneberger Ufer 61
D-10785 Berlin

Tel: +49 [30] 48 62 57 00
E-Mail: office@oenz.de
Web: office@oenz.de



Berlin, 31.08.2020 | ÖNZ – Appel

Une protection renforcée pour le Dr Denis Mukwege, prix Nobel de la paix, et l'ouverture d'une enquête sur les récentes menaces dont il a fait l'objet

Le Dr Denis Mukwege, prix Nobel de la paix et gynécologue congolais, travaille sans relâche depuis de nombreuses années. En plus de ses activités médicales, il milite activement pour mettre fin à la violence et à l'impunité qui règnent dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). En raison de son engagement, il a fait l'objet d'intimidations et de menaces répétées. Ces dernières semaines, une campagne a été lancée contre lui, avec notamment des menaces de mort.

Les menaces se sont multipliées après qu'il eut condamné les récentes flambées de violence dans la province du Sud-Kivu et demandé que tous les responsables soient traduits en justice. Ces menaces se sont traduites par un évènement tragique survenu en octobre 2012, lorsqu'un de ses agents de sécurité et un de ses amis proches ont été tués lors d'une attaque dirigée contre lui. Les auteurs n'ont jamais été arrêtés, ni traduits en justice.

Le Réseau œcuménique d'Afrique centrale (ÖNZ) et ses organisations membres soutiennent un appel des organisations et des églises congolaises à la responsabilité du gouvernement et des services de sécurité de l'État congolais à garantir la sécurité du Dr Mukwege. En outre, les autorités doivent honorer leur engagement de mener une enquête crédible, qui permettrait d'identifier et de demander des comptes aux responsables des menaces et attaques - passées et présentes - contre Mukwege.

Le gouvernement fédéral - en particulier avec la présidence allemande du Conseil de sécurité des Nations unies et la présidence allemande de l'UE - et ses représentations sur le terrain devraient travailler afin d'oeuvrer :

- au renforcement de la protection du Dr Mukwege et de ses proches collaborateurs et qu'une enquête immédiate soit menée sur les dernières menaces dont il a fait l'objet ;
- à mettre un terme à l'insécurité croissante dans la région et enquêter sur les violations des droits de l'homme qui s'y produisent. La MONUSCO doit également assumer ses responsabilités et mettre en œuvre son mandat de protection de la population ;
- à la possibilité d'éloigner temporairement Mukwege du pays, si les menaces à son encontre venaient à s'intensifier